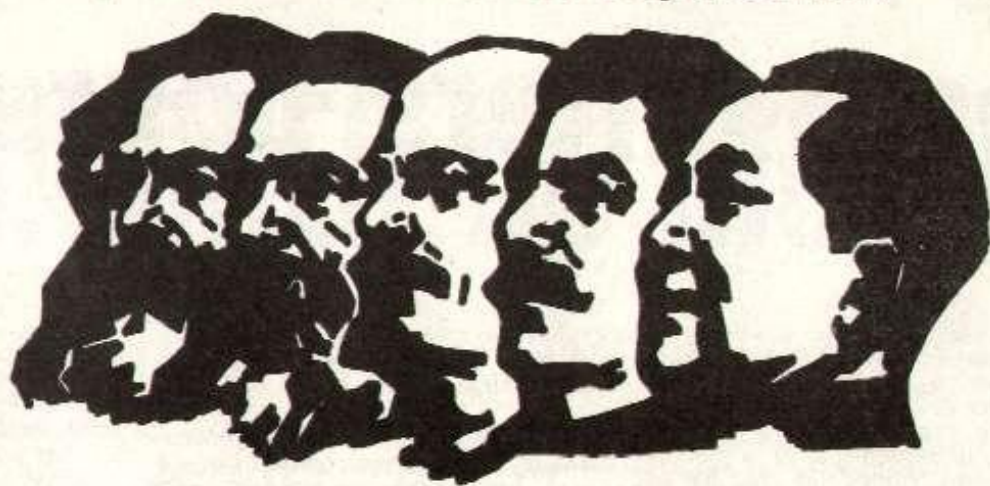




LIP, grasse, fos

HALTE AUX AGRESSIONS

CONTRE LES OUVRIERS EN LUTTE

Besançon, Grasse, Fos, 3 points où, en une semaine, la bourgeoisie a envoyé ses gardes mobiles réprimer la lutte de la classe ouvrière : ces interventions se soldent par des centaines et des centaines d'arrestations, de nombreux travailleurs blessés, mutilés ! Il s'agissait pour les capitalistes d'interdire aux ouvriers de LIP et de Fos de s'opposer à leur licenciement massif ; d'interdire aux travailleurs immigrés de Grasse de revendiquer la carte de travail et de meilleurs salaires.

Ces 3 agressions, commises du 12 au 20 juin, en disent long sur la réponse que la bourgeoisie compte adopter face aux revendications des travailleurs. Déjà à Renault, à Peugeot, les ouvriers en affrontant les milices patronales, en affrontant les menaces d'expulsion avaient pu mesurer la politique intransigente de la bourgeoisie. Cette politique est largement confirmée par ces 3 agressions : si les travailleurs persistent à lutter pour faire aboutir leurs revendications ils recevront les gardes mobiles : voilà les avertissements de la bourgeoisie ! Cette politique est parfaitement conforme à tout l'arsenal anti-grève que la bourgeoisie a mis au point ces derniers temps, et dont la pièce maîtresse est la Circulaire Fontanet. La riposte de toute la classe ouvrière aux agressions dont sont victimes aujourd'hui les travailleurs à Fos, Grasse, Besançon, est à l'ordre du jour, car c'est son droit de grève qui est menacé !

Si la bourgeoisie se comporte

de cette manière aujourd'hui, ce n'est pas seulement parce que les élections finies, les partis bourgeois qui en sont sortis victorieux peuvent ranger au placard leurs promesses démagogiques, et répondre plus facilement par la violence ouverte aux aspirations des travailleurs. C'est avant tout le contenu même des luttes actuelles : les revendications avancées, et l'aspiration de la classe ouvrière à la Révolution, qui amène la bourgeoisie à cette riposte. Les miettes de Provins, le programme revendicatif de la CGT sont aujourd'hui repoussés par les travailleurs échaudés par des mois de campagne électorale : ils maintiennent leurs propres revendications ; A Fos Ségué réclame "Pas de licenciement... sans reclassement", les travailleurs se mettent en grève sur "Halte aux licenciements !", à Renault la CGT réclame "la grille unique de l'OS à l'ingénieur", les OS maintiennent "A travail égal, salaire égal" ; la CGT nationale demande les 1100 F (juste après que Messmer ait annoncé les 1000 F pour juillet), à Peugeot, les ouvriers réclament "1500 F pour 40 heures"... De même le programme commun qui en son temps a pu mystifier nombre de travailleurs, n'apparaît plus à de larges fractions d'ouvriers comme une issue qui leur serait favorable : par exemple, à LIP, et à Caterpillar, les travailleurs lors des manifestations ont rejeté le mot d'ordre du P"C"F : "une seule solution le programme commun" scandant aux côtés des Révolutionnaires "une seule solution, la Révolu-



Les ouvriers de LIP séquestrent la direction

tion". Et c'est cette rupture importante aujourd'hui entre les propositions des révisionnistes et réformistes et les luttes actuelles qui inquiète la bourgeoisie et lui fait recourir à cette répression.

Il faut organiser la riposte à cette offensive ! Et d'abord dénoncer les fausses ripostes, les entreprises de diversion telle celle lancée le 20 juin par le P"C"F avec ses journées d'action "pour le maintien et l'extension des libertés". Non pas que les marxistes-léninistes rejettent la lutte pour les libertés démocratiques ou nient le renforcement bien réel de la dictature de la bourgeoisie, renforcement qui ne se manifeste pas seulement par la répression des luttes ouvrières et l'arsenal anti-grève mis sur pied, mais aussi par d'autres faits tel l'embrigadement de la jeunesse dans l'armée du capital... Mais quand le P"C"F tente de s'appuyer sur ce renforcement, en se

réclamant de la défense des libertés, il faut bien voir le but qu'il vise : accroître son influence au sein de la "gauche", particulièrement auprès des couches de la petite bourgeoisie à qui il doit prouver que sur le thème "libertés" il n'est pas en retard par rapport au PS et aux partis bourgeois, qu'il n'est vraiment plus un défenseur de la dictature du prolétariat.

Dans cette affaire, la classe ouvrière était simplement comptée comme force d'appoint, dont la répression des luttes pouvait offrir un thème de mobilisation. Dans ces journées en aucun cas, la cible centrale de la mobilisation n'a été le soutien aux luttes ouvrières, pour mettre en échec l'offensive centrale des capitalistes qui cherchent à briser et isoler ces luttes.

Halte à la politique répressive de la bourgeoisie !

- Utilisons la discussion sur la plate-forme revendicative de Front Rouge pour préparer l'action, utilisons la pour mettre en avant les véritables revendications de la classe ouvrière, et fournir une cible de lutte commune à tous les travailleurs qui ne se reconnaissent pas dans les revendications des syndicats.

- Multiplions les CACF, implantons les dans les entreprises. Prenons en main la lutte quotidienne dans l'entreprise pour l'égalité des droits sociaux et politiques des travailleurs français et immigrés.

- Prenons les initiatives pour que la bourgeoisie ne puisse comme cela a été le cas à Grasse isoler la lutte des travailleurs. Organisons largement avec les travailleurs des autres entreprises, avec d'autres couches de la population, la solidarité avec les travailleurs visés par une ferme répression.

en page 8

guerre du peuple au DHOFAR

lip : les ouvriers poursuivent la lutte avec détermination

Le trust Ebauche S.A. a décidé de procéder à quelques 350 licenciements et 200 à 500 transferts. Le patronat veut «restructurer» l'entreprise pour rentabiliser la production de montres. Tandis que chez LIP qui occupe 400 OS et 800 OP, il y a encore tout un travail qualifié de montage fait par les ouvriers-horlogers, le patronat veut faire fabriquer les montres comme les voitures, avec le maximum de profits, comme cela se fait déjà chez KELTON : à la chaîne, du début jusqu'à la fin, par des OS et ça permet d'établir le salaire au rendement.

mardi 12 juin la séquestration

3 administrateurs viennent annoncer : la société va déposer son bilan ! Aussitôt, les ouvriers les séquestrent. Des ouvriers proposent de les mettre en lieu sûr. Pour les désarmer, la CFDT (dirigée par une dizaine de PSU autogestionnaires) téléphone à un avocat et propage la réponse : «si vous faites ça, ça vaut 15 ans de prison».

A 23 heures, les délégués convoqués par le préfet reviennent : «la police va venir chercher les administrateurs par la force, on ne peut rien faire, il faut relâcher les otages». Des ouvriers protestent. La CFDT : «Et vous voulez résister ?» «Oui !» répondent les ouvriers unanimes.

Ils sont alors près de 200, beaucoup d'OS, de nombreuses femmes, qui sont dans l'usine la majorité de cette catégorie.

Aussitôt la résistance s'organise... Les gardes mobiles, qui ont pris position par centaines, pénètrent dans l'usine. A cet instant, les dirigeants syndicalistes cherchent à démoraliser les travailleurs : «Ça va être une boucherie, ils sont plus forts, que va penser l'opinion publique ?».

Malgré ça, la charge des flics est stoppée par les ouvriers. A ce moment pendant qu'un cadre hurle dans un haut-parleur des flics, pour réclamer la libération des séquestrés, la CFDT aide les administrateurs à se sauver. Ceux-ci sont malmenés au passage par les ouvriers : crachats, injures, tables, marteaux, pavés pleuvent sur les administrateurs et les flics dans les escaliers et jusqu'à leurs cars. Le commissaire principal qui accompagne les séquestrés voit le pare-brise de sa R 16 brisé, un pavé l'atteint en pleine tête. Tous les véhicules des flics sont endommagés.

15 juin : 10 000 travailleurs manifestent

D'importantes forces de police étaient arrivées en renfort. Consignes strictes des syndicats : pas d'affrontement ! Dès 17 h, des délégations massives des petites boîtes arrivent, beaucoup d'ouvriers inorganisés syndicalement. C'est une mobilisation sans précédent pour la classe ouvrière de Besançon. Sur les banderoles : «garantie de l'emploi !», une du CACF : «Ouvriers français immigrés, une seule classe ouvrière !», à Besançon, les immigrés sont nombreux. Des dizaines de Front Rouge sont vendus, un jeune travailleur en vend 15 en quelques minutes pendant la prise de parole des syndicats.

Sur la place St Pierre, discours des personnalités dont l'archevêque. La manifestation repart vers la préfecture où elle doit se disloquer. Mais la combativité des ouvriers est très grande, beaucoup sont prêts à affronter violemment les flics : «il faut en pendre un ! au poteau ! SS !» Les cris fusent. Le mot d'ordre lancé par Front Rouge : «Une seule solution : la Révolution !» est repris par plusieurs milliers de travailleurs.

Les syndicats n'ont alors d'autres ressources que de conduire la manifestation se disloquer près d'1 km plus loin, loin de la préfecture.

Mais, le soir, vers 21 h, 200 manifestants vont dresser des barricades avec des grilles et des parc-mètres qu'ils arrachent. «6 gauchistes font une provocation» titrera la presse locale. En réalité, ce sont 200 ouvriers de chez LIP et d'autres boîtes de Besançon. Les flics chargent, ramassent des passants, pénètrent dans un café, perquisitionnent les appartements voisins. Jusqu'à minuit, des manifestants se forment par petits groupes très mobiles, harcelant les flics.

Au total, près de 200 arrestations avec fichage systématique.

la classe ouvrière solidaire à Besançon

A Besançon, la bourgeoisie a en face d'elle aujourd'hui une classe ouvrière unie autour de LIP, elle n'a pas pu jouer la carte de l'isolement.

• Ce qui renforce la solidarité :

— le chômage s'installe à Besançon et la région qui étaient peu touchés

jusqu'à présent. Par exemple à «Mont-Jura», entreprise de transports, 70 travailleurs viennent d'être licenciés. La menace de fermeture de LIP est donc ressentie comme une menace qui peut toucher d'autres boîtes demain.

— beaucoup de petites entreprises de Besançon sont sous-traitantes de LIP, elles seront directement touchées par la «restructuration» de cette usine. Les ouvriers de ces petites boîtes ont participé en masse à la manifestation du 15 juin.

L'appui à LIP :

— le soir de la séquestration, peu avant minuit, sur l'initiative d'un camarade de «Front Rouge», une voiture avec sono va parcourir le quartier ouvrier le plus proche de l'usine : le quartier de Palente, pour appeler à la solidarité. Aussitôt, 200 ouvriers, dont de nombreux travailleurs de la Rhodia viennent en renfort et bombardent les cars des flics avec tous les projectiles qu'ils trouvent.

— les mensonges de la presse bourgeoise sur les barricades : ce sont quelques gauchistes ! «Ce sont des provocateurs !» ne passent pas auprès des travailleurs des différentes usines de Besançon, ils savent que c'était des

ouvriers qui se battaient. Lorsque le lendemain matin, ceux qui avaient été pris par les flics sont relâchés, ils sont accueillis par des camarades de travail qui les attendaient.

— un camarade de la CEDIS (chauffeurs, manutentionnaires) en contact avec les travailleurs de LIP explique que les travailleurs de la CEDIS lui demandent chaque jour où en est la situation à LIP, et se déclarent prêts à agir dès qu'il y aura de nouvelles menaces.

l'action des travailleurs dans la semaine du 17 au 24 juin

La décision de reprendre la fabrication des montres et de les vendre eux-mêmes permet aux travailleurs de LIP de tenir le coup financièrement : en 3 jours, pour 68 millions d'anciens Francs de montres ont pu être vendues, il est prévu d'en vendre pour 200 millions d'AF, afin d'assurer la paie d'ici juillet.

Les ouvriers ont pris conscience de leur force, ils voient le rôle de parasites que jouent patrons et cadres dans la société capitaliste. Certaines illusions de départ sur «l'unité de l'ouvrier à l'ingénieur», sur «la communauté d'intérêts avec les cadres» sont tombées chez les ou-

vriers, depuis que les cadres, après avoir condamné la séquestration, ont aussi condamné la remise en route d'une partie de l'usine avec vente du produit par les ouvriers.

Aujourd'hui, les syndicats voudraient profiter de cette initiative pour faire abandonner toute autre forme d'action, c'est pour cela qu'ils l'ont soutenue au moment de la décision, lundi dernier. De plus, la CFDT compte bien utiliser cette initiative, en en déformant le sens, pour propager ses illusions sur «l'autogestion», sur des possibilités de contrôle effectif par la classe ouvrière, au sein de la société capitaliste. Les syndicats espèrent avec cela que les débats de la semaine dernière parmi les ouvriers sur la nécessité de nouvelles actions : manifestations, occupations de l'ANPE, etc... ont définitivement tourné court et que les ouvriers renoncent à toute autre forme de lutte.

Aujourd'hui, la vigilance des ouvriers contre les manœuvres patronales et réformistes s'impose, d'autant plus que des propositions de reclassements pourraient être faites dans le but de faire évacuer les travailleurs de l'usine, alors que leur présence à l'intérieur les met en meilleure position.

correspondant Besançon



Les ouvrières se préparent à manifester

NON AUX NOUVELLES HAUSSES DES LOYERS

En matière de loyer, la loi bourgeoise distingue :

1) Pour les logements construits depuis 1949, leurs loyers sont "libres", c'est-à-dire qu'ils galopent à toute vitesse au gré des exigences des propriétaires.

2) Mais pour les logements construits avant 1948 (en tout 20 % des logements) ils sont soumis à "la loi de 1948". Leur hausse en principe plus lente ne peut intervenir que par décision gouvernementale.

Cette "anomalie" est en train de disparaître rapidement :

— tous les logements soumis à la loi de 1948, une fois vacants, deviennent "libres".

— d'autre part, il est prévu que les autres logements encore soumis à la loi de 1948 soient progressivement "libérés" par catégories ou communes. 300.000 ont ainsi été "libérés" en quelques années.

— enfin, à partir du 1er juillet, une hausse du 6 à 17 % sera appliquée pour les logements encore soumis à la loi de 1948.

3) Les HLM ont un statut spécial. Mais à partir du 1er juillet, des hausses sont prévues officiellement allant jusqu'à 10 %. Souvent, de plus, l'augmentation se fait par le biais des charges, comme l'explique notre correspondant de Marseille.

"Dans notre cité, le loyer d'un F4 est de 228,96 F plus 90 F de charges, chauffage compris. Pas d'ascenseur. En juillet, le loyer n'augmente pas mais les charges passent à 110 F. Or pour le calcul de l'allocation logement, seul le loyer compte. On peut dire que dans la cité, les charges en juillet représenteraient 50 % environ du loyer. Dans les quartiers bourgeois du Prado, les charges représentent de 8 à 10 % du loyer. Je signale au passage que le maire de Marseille est un suppôt du Programme Commun (pour ceux qui visitent la ville, le plus gros bateau de plaisance amarré au vieux port appartient au socialiste Deferre)".

Pour les vieux, enfin, la situation va empirer : les abattements, prévus pour eux vont être supprimés sous le prétexte de la généralisation de l'allocation logement.

Actuellement, pour s'entasser dans ses logements étroits, ouvriers et employés dépensent en moyenne 25 % de leur salaire.

un nouveau chef de l'armée à paris... bigeard, massacreur de peuples

Le général Bigeard vient d'être nommé à Paris. Il a été chassé de Madagascar, où il commandait les forces françaises de l'océan Indien, par la lutte du peuple malgache contre les bases françaises et les accords de coopération.

Bigeard, c'est l'ennemi des peuples, le chef militaire de l'impérialisme français, l'égal de Massu dans la barbarie et la réaction. Il a gagné ses galons en Indochine contre le glorieux peuple vietnamien ; en Algérie, il fut l'un des pires bourreaux de la bataille d'Alger, commandant du 3e para, corps particulièrement réputé pour l'utilisation de la gégène et les massacres de la population. Il est un de ceux qui ont mis au point la "pacification" en Algérie, et les bourreaux US, comme Calley n'ont eu qu'à reprendre leurs idées et à les appliquer à My-Lai et à Poulo Candor.

Mais massacres de population, tortures, déportations n'ont pas empêché Bigeard d'aller de défaites en défaites. Battu à Dien Bien Phu, battu en Algérie, expulsé de Madagascar...

A Paris, Bigeard va être plus précisément chargé de la Défense Opérationnelle du Territoire, organisation de répression des luttes populaires par l'armée, "dernier recours de la société libre", comme dit Galley. Quand les CRS ne peuvent plus suffire à mater les manifestations, l'armée intervient pour faire face aux situations insurrectionnelles et met en pratique la Défense Opérationnelle du Territoire (D.O.T.). De l'armée coloniale à la DOT, Bigeard joue le même rôle : défendre l'impérialisme français contre les deux forces qui le détruiront : les peuples dominés et la classe ouvrière de France et ses alliés dans la métropole.

Les peuples vietnamiens et algériens ont déjà battu l'armée française. La classe ouvrière de France complètera la carrière de Bigeard et de l'armée française par la destruction complète de l'appareil militaire de la bourgeoisie.

les tables d'écoute un débat d'hypocrites

Les écoutes téléphoniques sont pratiquées habituellement des services de Marcellin. Depuis quelques semaines les fiches d'écoute qui circulaient dans les ministères sont révélées par la presse. 3.000 personnes seraient sous écoute téléphonique. L'écoute téléphonique a d'ailleurs été améliorée : un simple micro à haute fréquence permet d'enregistrer ou d'écouter à distance n'importe quelle conversation. Bien entendu le courrier est également surveillé, les lettres "intéressantes" photocopiées. Cette surveillance policière s'exerce dans deux directions :

1) Les fiches d'écoute révélées par la presse montrent que les politiciens bourgeois se surveillent entre eux. Tous, ils ont plus ou moins pratiqué cela. Stirn a d'ailleurs averti les sénateurs : "le gouvernement n'entrera pas dans la polémique... car il serait notamment conduit à traiter de l'ensemble des écoutes et de leurs justifications depuis 1945 et, à mettre en cause certains pour des agissements contraires à la morale et à la loi". Bel aveu sur la pourriture généralisée de la démocratie bourgeoise !

2) Mais l'essentiel de l'espionnage policier vise les progressistes et les Révolutionnaires : "le gouvernement a recours aux écoutes téléphoniques pour assurer la sûreté de l'Etat... Il est particulièrement fondé à s'intéresser à l'action des mouvements extrémistes de droite ou de gauche... cette information s'exerce aussi à l'égard des personnes qui sont en contact avec ces mouvements". Ce n'est pas l'extrême-droite qui est visée quand la police escorte le Service d'ordre d'Ordre Nouveau, mais bien "l'extrême-gauche", entendez tout ce que la bourgeoisie suppose, à tort ou à raison préparer la Révolution.

Seule l'extension de l'espionnage politique à "l'opposition, aux principaux journalistes, aux cabinets ministériels eux-mêmes" indignes les parlementaires. Mais tous s'entendent pour reconnaître le droit pour l'Etat de défendre la "sécurité intérieure et extérieure", donc d'utiliser les écoutes contre les révolutionnaires. Tous, même Duclos qui s'insurge sur le caractère illégal des écoutes téléphoniques, mais que les écoutes légales pour la "sûreté de l'Etat" n'émouvent pas.

communiqué du secrétariat des CACF APRES LE PREMIER RECU DE LA BOURGEOISIE, CONTINUONS LA LUTTE POUR L'ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET

Face aux luttes de masse qui se sont déroulées depuis plusieurs mois, et alors que commencent les premières grèves d'usine, contre la circulaire Fontanet, la bourgeoisie a pris certaines mesures d'assouplissement concernant l'application de cette circulaire.

Il s'agit là incontestablement d'une première victoire de la classe ouvrière immigrée et française.

1) D'une part, par des modalités différentes, le gouvernement se déclare prêt à régulariser un certain nombre de travailleurs immigrés entrés avant le premier Juin et actuellement en situation « irrégulière » : Ceux qui ont un contrat de plus d'un an et qui travaillent depuis plus d'un an en France (et qui peuvent le prouver) obtiendraient la carte de travail et de séjour. Ceux qui n'ont pas de travail actuellement auraient jusqu'au 30 septembre pour en trouver par le biais de l'ANPE et se verraient délivrer un titre provisoire jusqu'à cette date.

2) D'autre part, tout travailleur sous contrat se verrait délivrer automatiquement un titre de séjour de 3 mois à l'expiration de son contrat afin de pouvoir trouver un nouvel employeur (auparavant, 1 mois avant l'expiration de son contrat, le travailleur devait avoir renouvelé son contrat, soit s'être fait embaucher ailleurs, sous peine d'être en situation « irrégulière »).

Tout cela montre un premier recul de la bourgeoisie et doit inviter les travailleurs, plus que jamais, à passer à l'offensive pour l'abrogation de la circulaire Fontanet. Car en effet la lutte est loin d'être terminée.

1) D'abord, parce que tout en reculant, la bourgeoisie peut porter de mauvais coups aux travailleurs. C'est ainsi qu'elle peut profiter de la période de régularisation qui va jusqu'au 30 septembre pour mettre à la porte certains travailleurs immigrés jugés par trop révolutionnaires ou combattifs. Et ceci d'autant mieux qu'elle peut propager chez la grande masse des travailleurs immigrés l'idée qu'il ne faut pas « bouger » si l'on veut obtenir la régularisation.

Les CACF doivent être donc prêts à riposter à toute expulsion quel qu'en soit le motif.

2) Ensuite parce que la bourgeoisie préserve les dispositions essentielles de la circulaire Fontanet ; c'est-à-dire les mesures de contrôle strictes de l'immigration avec toutes les possibilités de répression et de chantage à l'expulsion qu'elles permettent.

— Si le travailleur immigré se voit dorénavant accorder une carte de séjour temporaire de 3 mois à l'expiration de son contrat, il devra passer par toutes les conditions instaurées par la circulaire Fontanet pour l'obtention de sa carte de travail et de séjour : dépôt des dossiers chez les flics, attestation de logement, accord de l'ANPE, conditions de profession, etc...

— Ce contrôle de l'immigration, la bourgeoisie entend même le renforcer sur ce point précis : dorénavant tout travailleur immigré arrivant en France non muni d'un contrat de travail, se verra tamponner le passeport d'une mention spéciale interdisant de travailler en France. Ce qu'entend favoriser la bourgeoisie, c'est la généralisation des contrats type ONI livrant les ouvriers pendant 1 an pieds et poings liés à leur patron.

Contrôle étroit de l'immigration, système de contrat, conditions

d'obtention et de renouvellement des cartes de séjour et de travail permettant de faire peser constamment sur l'ouvrier immigré la menace de l'expulsion, tout cela n'est pas encore détruit.

Il s'agit donc pour les CACF de continuer et surtout d'étendre la lutte contre la circulaire Fontanet.

1) D'une part et principalement, en accélérant le passage au CACF d'usine, aux grèves d'usines : en vue comme à Margoline, à UNELEC, à Grasse de lier constamment et étroitement le combat contre la CF à la lutte revendicative contre les aspects les plus féroces de l'exploitation de la répression et de la division patronale.

2) D'autre part en liant étroitement la lutte contre la circulaire aux luttes qui se mènent, pour un logement correct, contre les foyers taudis, les refus de l'attestation logement, les prix excessifs des loyers dans les foyers et dans les garnis, pour la liberté d'expression dans les foyers, etc...

3) Enfin, en se préparant dans la plus large unité possible avec tous ceux qui veulent lutter contre la CF, à riposter en cas de répression et d'expulsion aux attaques racistes, etc...



duchesne grève d'usine pour la carte de travail

Depuis le 20 avril, les ouvriers de Duchesne (nettoyage) Paris 11e sont en lutte : plusieurs démarches auprès du patron plus une journée de grève pour la carte de travail, la Sécurité Sociale. Ils ont obtenu :

- une fiche de paie pour le mois d'avril
- une déclaration à la Sécurité Sociale
- un certificat de présence de 1 mois (alors que les ouvriers y sont depuis 6, 8, 12 mois)
- des promesses du patron de ne licencier personne et un certificat de travail de 6 mois à tous les ouvriers.

Mais tout de suite après le patron a licencié 3 ouvriers sans motif.

— 15 ouvriers de Duchesne déclarent : « Nous sommes en grève, nous demandons : un certificat de travail correspondant à la date réelle de l'embauche, que toutes les heures de travail effectuées soient payées, la réintégration des ouvriers licenciés, pas de licenciements sans motif valable et sans avoir discuté avec les ouvriers, 1/4 d'heure avant l'arrêt du travail pour pouvoir nettoyer les outils, que les heures de route soient payées, un nombre d'heures minimum par jour et non inférieures à 8 heures, des pré-

cisions sur la Sécurité Sociale, que les jours de fêtes soient payés pour tout le monde comme le 1er Mai, l'Ascension, la Pentecôte ».

Le jeudi 14 juin, le patron refuse toutes les revendications et appelle les flics pour vider les travailleurs du bureau de l'entreprise, le lendemain, les ouvriers sont revenus, et trois cars de police stationnent devant l'usine. Le patron refuse toujours de discuter, appelle les flics. La répression est violente : « Les flics nous ont jeté par terre, tiré les cheveux, donné des coups de pieds ».

Cette lutte pour la carte de travail et les conditions de travail pose le problème de lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet. Après celles d'UNELEC et de Margoline cette lutte montre la voie à suivre, celle de lier la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet à la lutte pour les revendications de la classe ouvrière. A chaque fait dans cette lutte, la bourgeoisie intervient violemment : Grasse, etc... mais à chaque fois, les ouvriers en lutte montrent une très grande détermination pour mener ce combat même en affrontant violemment l'appareil d'Etat de la bourgeoisie.

violente offensive raciste et fasciste à Grasse.

Nous avons relaté dans FR de la semaine dernière la lutte des ouvriers immigrés des chantiers du bâtiment à Grasse, et la répression dont ils ont été l'objet. Nous passons cette semaine des informations complémentaires communiquées par notre correspondant qui rapporte des faits de répression d'une sauvagerie inouïe, et face à ça, la très grande résistance des travailleurs :

Mardi 12 juin, au matin, les sapeurs pompiers réquisitionnés, qui utilisent les lances à incendie frappent les manifestants avec les tuyaux. Vers 16h place Jean Jaurès : c'est un spectacle qui rappelle les « ratonnades » de la guerre d'Algérie : matraquage systématique de tout Nord-Africain, même de ceux qui manifestement sont en train de travailler, bars envahis et saccagés par les gardes mobiles, coups de feu : 2 sont tirés et une balle blesse un manifestant à la cuisse.

Vers 2 h du matin, le quartier où habitent les travailleurs immigrés est encerclé par les gardes mobiles, ils défoncent la porte d'un immeuble occupé par des travailleurs,

à travail égal... ...salaire égal (tract diffusé à thionville)

— Pour l'embauche d'un ouvrier sous contrat, USINOR paie parfois 3000 F par mois à GIL ou SOTRASI. Mais l'ouvrier, lui, touche 1150 F. Pourquoi ?

— Parce que le personnel temporaire, lorsque la cockerie ferme (par exemple) n'aura aucun droit. USINOR « économise » un nouvel emploi, les primes de reclassement, de transfert (3000 F pour un célibataire partant à Dunkerque), ou de mutation (4000 F pour un P1). Sans compter les cotisations patronales de Sécurité Sociale escamotées !

L'embauche de travailleurs par les entreprises (A.V.S., Somafer, Gil, Sotrasi, ...) c'est le camouflage du chômage ! C'est l'organisation du chômage partiel !

— Ainsi, on remplace les partants pour Mardyck par du personnel d'entreprises à USINOR-Thionville...

Et les 4000 ouvriers sous contrats vidés de WENDEL-SIDELOR et SOLLAC depuis 1971, n'ont pas comptés dans les licenciements du plan de DHERSE.

LES PATRONS DIVISENT LA CLASSE OUVRIERE ENTRE FRANÇAIS ET IMMIGRÉS, ENTRE TITULAIRES ET TEMPORAIRES !

— On nous divise sur la paye :

— A USINOR : entre 2 ouvriers (l'un titulaire Usinor, l'autre de chez Gil) il y a 600 F par mois de différence à la cockerie et 400 F aux laminaires

— A SOLLAC : pour nettoyer les fours Pits un ouvrier Sollac touche de 6 F à 7 F de l'heure pour le même travail, un de l'A.V.S. : 4,70 F.

— On nous divise pour les tenues de travail :

— A USINOR : les bleus sont gratuits pour les titulaires ; un ouvrier de Sotrasi doit aller l'acheter plus de 60 F dans un magasin

— A SOLLAC : le personnel Sollac paye les chaussures de sécurité 6,50 F et un ouvrier de la Somafer, 8,40 F.

— On nous divise sur les loyers de nos foyers :

— Au foyer USINOR à THIONVILLE : les ouvriers titulaires payent 42 F chacun pour une chambre à 3 ; les ouvriers de chez Gil payent 62 F chacun pour une chambre à 6

— Au foyer de FAMECK : les ouvriers SOLLAC payent 60 F chacun pour une chambre à 3 ; et ceux des entreprises 150 F chacun pour la même chambre. A tous les travailleurs, les camarades ouvriers des entreprises disent : ASSEZ DE TRAVAILLER POUR RIEN OU PRESQUE RIEN, ET D'ETRE MAL TRAITES PAR LES CHEFS !

Il faut répondre à cet appel et s'unir : ouvriers d'usine et des entreprises, pour nos intérêts communs...

Discutons partout sur nos lieux de travail, de ces revendications et de l'action unie pour les faire aboutir :

— EGALITE TOTALE DES SALAIRES, PRIMES, PRIX DES VETEMENTS ET LOYERS DE FOYERS dans une même usine ENTRE LE PERSONNEL TITULAIRE ET LES ENTREPRISES !

— EMBAUCHE DEFINITIVE ET SANS CONDITION DES TRAVAILLEURS SOUS CONTRATS : TITULARISATION SUR PLACE !

des ouvriers d'Usinor (Thionville) et des travailleurs du CDOF (Comité de défense des ouvriers de la Fensh)

halte aux complices nazillons de fontanet !

Jeudi dernier, les nazillons d'Ordre Nouveau tenaient un meeting à la Mutualité. Ordre du jour : la lutte contre « l'immigration sauvage ». Entendez « régler l'immigration par un contrôle sanitaire et judiciaire tenant compte des possibilités du travail », selon l'un des orateurs.

En somme, une campagne raciste venant à point nommé pour soutenir dans l'opinion l'application de la circulaire Fontanet et les mobilisations réactionnaires du genre de celle de Grasse. Rien d'étonnant que la bourgeoisie ait mobilisé massivement ses forces de police pour protéger ces zélés défenseurs de sa politique, quadrillant tout le quartier et faisant escorter les fascistes jusqu'à leur local.

Face à cette provocation, deux à trois mille jeunes se sont mobilisés, faisant preuve d'une grande combativité et manifestant leur détermination antifasciste. N'était-ce pas faire beaucoup d'honneur à un groupe fasciste en perte de vitesse tout juste capable de rassembler 800 personnes (trois fois moins qu'au palais des sports, dans des conditions semblables en 1971). Et qu'ont fait, au cours de cette année, les dirigeants de la Ligue Trotskiste, principaux initiateurs politiques de cette mobilisation, pour lutter contre la circulaire Fontanet défendue par Ordre Nouveau ?

Les marxistes-léninistes s'adressent aux jeunes mobilisés à cette occasion. Ils les appellent à soutenir les luttes de classe ouvrière et à se mobiliser contre la répression qui s'abat sur elle, à participer à la grande bataille de classe qui se prépare pour les mois à venir.

saccagent toutes les chambres, s'emparent de l'argent des travailleurs et de leur passeport et de tous leurs papiers (ils devront aller à la sous-préfecture pour les récupérer).

Des immigrés matraqués sont laissés ensanglantés par terre. Ceux qui se trouvent en situation irrégulière sont marqués à la main à l'encre indélébile afin d'être reconnaissables.

Durant ces incidents, le racisme se déchaîne : des lycéens fascistes attaquent les travailleurs lors de la dispersion de la manifestation, l'après-midi des gens tirent depuis leurs fenêtres, du personnel hospitalier refuse de porter secours à des immigrés blessés.

Pendant 3 jours, la police continue ses mesures d'intimidation fascistes et racistes. Quand 2 travailleurs marchent ensemble dans la rue, elle les sépare : le matin, les travailleurs qui attendent le patron pour aller au chantier sont assis sur des bancs ; la police intervient et leur dit : « vous devez attendre le patron debout ».

Tous les travailleurs arrêtés (200 sur 600 nord-africains à Grasse) ont subi des intimidations, des sévices et des tortures de toutes sortes. Exemple : un travailleur arrêté avait des tatouages sur les bras, les épaules et la poitrine : les flics les lui ont enlevés en les brûlant avec un briquet ; ce travailleur qui a dû être hospitalisé est allé se plaindre au consulat tunisien où on l'a envoyé promener. A l'heure actuelle 6 ou 7 travailleurs sont encore hospitalisés.

Les travailleurs immigrés ont opposé une résistance farouche à cette violence. Au cours de la manifestation du 12 juin, les manifestants ont repris aux flics le bigophone que ceux-ci leur avaient volé ; un manifestant a été libéré des mains des flics par les travailleurs.

Par leur courage, leur combativité les travailleurs immigrés de Grasse sont un exemple pour l'ensemble de la classe ouvrière de France, travailleurs immigrés de toutes nationalités et travailleurs français.

FOS S/MER : CONTRE LES LICENCIEMENTS ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le 5 Juin la CGT déclenche une grève de 24 h sur le seul chantier de la SOLMER à Fos. Cette grève avait pour but de calmer la colère des travailleurs et d'éviter à la CGT et à la CFDT de se discréditer complètement. En effet la colère déjà grande des travailleurs contre les conditions de travail, de salaire et de vie s'est encore accrue avec les licenciements : 1000 ouvriers ont déjà reçu des lettres de licenciement, le 8 Juin la SGE a envoyé 260 lettres de licenciement qui prendront effet à partir du 9 Juillet. D'ici Décembre 73, 12000 travailleurs seront licenciés. Où iront les travailleurs licenciés ? Les travailleurs immigrés sans travail tomberont sous le coup de la Circulaire Fontanet et seront expulsés ; les travailleurs français repartiront avec leurs roulottes à la recherche de travail. Pour ceux qui ont des contrats de durée limitée ou qui sont temporaires pas de problème non plus pour les licenciés, quant à ceux qui ne sont ni immigrés, ni temporaires, ni travailleurs itinérants, eh bien il reste la « formation permanente » qui permet de faire patienter après les licenciements, avec une perte de salaire très importante bien sûr.

L'objectif officiel de la grève du 5 Juin était de demander la réunion d'une table ronde de négociation (patrons, gouvernement, syndi-

cats), dans l'intention « de mettre fin aux licenciements par le démarrage de la 2e et de la 3e tranche de travaux à Fos ». Ici la trahison et le rôle de collaboration de classe de la CGT et de la CFDT apparaissent clairement. En effet, dès Juin 1972 les statistiques de l'OREAM prévoyaient la chute des effectifs entre Juin et Décembre 73, la CGT et la CFDT étaient au courant. Alors pourquoi n'ont-elles pas déclenché la lutte contre les licenciements pendant la période de bourre, au moment de la plus grande intensité du travail sur les chantiers, afin de forcer les patrons et l'Etat bourgeois à céder ? Pourquoi déclenchent-elles une grève de 24 h sur un seul chantier et à la fin de celui-ci, c'est-à-dire quand le rapport de force est défavorable aux ouvriers ? Parce qu'elles ne veulent pas remettre en cause l'exploitation des ouvriers par les capitalistes, mais au contraire la favoriser. La preuve : l'organisation du travail sur les chantiers à Fos :

Des journées de 10, 12, et parfois même 18 h de travail, le travail en équipe, l'intensification au maximum, l'organisation du chômage partiel par la domination par l'embauche des boîtes intérimaires, 19 ouvriers assassinés par le capital depuis le début de l'année, 4 acci-

dents par jour en moyenne, des travailleurs immigrés parqués dans des foyer-casernes de 120 à 210 F le lit par mois, des travailleurs français parqués dans des « campings aménagés » à 300 F l'emplacement par caravane par mois et qui sont inondés en cas de pluie un peu forte, des caravans « sauvages » sans eau ni électricité, pas ou peu d'écoles. Le résultat de ces conditions de travail et de vie : des ouvriers français et immigrés usés, mutilés, morts, des veuves et des orphelins, des enfants sous-scolarisés quasi analphabètes. Mais de l'autre côté 3 postes de pompage de pétroliers de 300 000 t en fonctionnement, un 4e en cours d'achèvement. Des dizaines de réservoirs pour stocker des millions de tonnes de pétrole et de gaz naturel pillés aux peuples dominés, les quais minéraliers déjà en action, la SOLMER construite 3 fois plus vite que la SOLLAC. Ainsi Fos c'est le pillage des richesses des pays dominés par l'impérialisme, c'est la compétitivité de la sidérurgie française, mais c'est aussi l'intensification maximum du travail et l'accroissement de la paupérisation de la classe ouvrière en France. Fos est le chantier le plus rentable d'Europe.

Les patrons et l'Etat bourgeois ont suivi comme politique : « exploitation maximum des travailleurs dans un temps minimum ». En effet la cadence de travail, le bas niveau des salaires, les conditions de travail, de vie, de logement sont telles que si elles se prolongeaient elles entraîneraient une révolte ouvrière. C'est pourquoi les travaux ont été organisés en plusieurs tranches et qu'à la fin de chaque tranche on licencie les travailleurs dont la colère et la volonté de lutte est alors à son maximum, pour en embaucher d'autres quelques mois après et les exploiter au même rythme.

Ainsi toutes ces mesures qui visent à faciliter les licenciements comme la circulaire Fontanet, la mobilité de la main d'œuvre (caravanning), les entreprises de travail temporaire, les contrats à durée limitée, la formation permanente, apparaissent comme une politique cohérente d'organisation de l'accentuation de l'exploitation et de la paupérisation de la classe ouvrière en France.

Toutes ces mesures ont été prises par la bourgeoisie en accord avec les syndicats, c'est pourquoi ni la CGT ni la CFDT ne les remettent en cause. Leur rôle à Fos est d'endiguer la révolte ouvrière par tous les

travailleurs français et immigrés, au coude à coude, affrontent les flics

« Si les négociations ne s'ouvrent pas, si l'organisme (Etat, patron, syndicats, élus locaux) pour résoudre le problème de l'emploi n'est pas créé, si... si... » avait dit Ségué le 19 Juin. Les travailleurs n'ont pas attendu la réalisation de tous ces « si » : dès le 20 Juin, ils ont engagé la lutte contre les conditions de travail contre les licenciements. Face à cette volonté de lutte des travailleurs, la démagogie réformiste de la CGT et de la CFDT n'ayant pas eu de prise, la bourgeoisie a envoyé les gardes mobiles. Les affrontements entre les flics et les travailleurs ont été extrêmement violents : contre les rangées de gardes mobiles, les ouvriers ont mis en marche les engins de terrassement, les faisant ainsi reculer.

La CGT a arrêté les travailleurs dans leur marche sur les flics permettant à ceux-ci de se dégager et d'entreprendre des ratonnades sur les travailleurs immigrés (3 ont été arrêtés, tabassés, emmenés au poste, retabassés, ils souffrent de fractures, fêlures et contusions multiples à la face, au thorax et sur les membres).

Mais l'affrontement au coude à coude des travailleurs immigrés et français contre les flics développe l'unité de classe du prolétariat de France. C'est ce qu'ont montré les travailleurs français et immigrés qui ont exigé la libération de leurs trois camarades.

A Fos, en affrontant l'appareil d'Etat, les travailleurs français et immigrés renforcent leur cohésion de classe !

Vive l'unité de la classe ouvrière de France !

moyens, y compris la propagande sur le programme commun.

intérêts de la classe ouvrière par les syndicats réformistes CGT et CFDT apparaît à visage découvert.

La CGT et la CFDT s'enfoncent chaque jour un peu plus dans la politique de collaboration de classe de plus en plus elles sont en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière, de plus en plus la CGT perd le capital de confiance qu'elle avait dans la classe ouvrière, quant à la CFDT sa phraséologie pseudo-révolutionnaire n'a pu lui permettre d'acquiescer la confiance des travailleurs. La Marseillaise, quotidien révisionniste, écrit « Fos devient aujourd'hui le lieu où la lutte des classes en France est la plus aigue. C'est là que le pouvoir et les monopoles apparaissent à visage découvert ». On peut ajouter : « C'est là que la trahison des

Plus que jamais la situation est favorable pour le travail communiste dans la classe ouvrière, parce que plus que jamais les intérêts de la classe ouvrière et la ligne politique des marxistes-léninistes de Front Rouge se rejoignent.

HALTE AUX LICENCIEMENTS !

VIVE LES LUTTES DES TRAVAILLEURS DE FOS !

A BAS LES TRAITRES SEGUY-MAIRE !

Correspondant

séguy : une piteuse tentative de récupération

Télé, radio, presse régionale ont annoncé la venue de G. Ségué à Fos le 19 Juin qui devait se terminer, après la visite des chantiers, par un meeting devant les cantines du chantier de la SOLMER.

Beaucoup d'autres vedettes étaient là aussi : J. Breteau secrétaire général de la fédération métallurgie, A. Tanty S.G. de la fédération construction et toute une troupe de secrétaires régionaux départementaux et locaux. La C.G.T. attache une grande importance à ce meeting en lui donnant un caractère national.

Breteau ouvre le feu, pour les vedettes, dans un discours pompeux : pas un mot sur la lutte des travailleurs de Fos, sur les licenciements des 12 000 ouvriers sidérurgistes de Lorraine, sur le pillage du fer appartenant au peuple mauritanien. Car M. Breteau ne se place pas du point de vue de la défense des intérêts des travailleurs mais de celui de la défense des intérêts de la production. C'est pourquoi en disant que Fos ne sera pas assez productif il demande : « la prise de participation majoritaire de l'Etat (bourgeois) comme le demande le programme commun ».

Lorsque A. Tanty parle des 910 morts et des 325 000 blessés par an sur les chantiers en France, on pense que les conditions de travail des ouvriers de Fos vont être condamnées, mais non car il enchaîne : « ces accidents et maladies sont une perte de 120 000 logements par an et entraînent une hausse du coût de la production ». Dans les assassinats du capital M. Tanty ne voit pas l'exploitation des travailleurs mais il voit que cela nuit à la production, à la compétitivité des entreprises françaises.

Séguy commence son discours par la demande d'un statut unique du travailleur immigré en France qui permettrait de mettre fin à « l'immigration sauvage ». Les fascistes d'Ordre Nouveau ne demandent pas autre chose.

« Il est possible de résoudre le problème de l'emploi en partant du principe : pas de licenciements sans garantie de reclassement » dit-il ensuite.

Reclassement pour qui M. Ségué ? En tout cas pas pour les travailleurs immigrés expulsés à cause de la circulaire Fontanet, ni pour les travailleurs itinérants obligés de reprendre la route, ni pour les intérimaires mis au chômage par leurs boîtes de négriers, ni pour les travailleurs mis à la pré-retraite, ni pour ceux qui ont des contrats à durée limitée donc non licenciés mais « en fin de contrat », pour tous ceux-là il n'y a pas de reclassements mais le chômage. C'est pour eux que les communistes ml de F.R. DISENT : HALTE AUX LICENCIEMENTS, NON AU CHOMAGE !

Bien sûr il termine par un appel en faveur du programme commun.

Mais cette tentative de récupération a été un échec, et les révisos l'ont bien compris en titrant dans La Marseillaise du 20 Juin : « G. Ségué devant 8 000 travailleurs », or il y avait 6 à 800 travailleurs présents sur 13 000 dont très peu de travailleurs immigrés, qui constituent pourtant la majorité des ouvriers de Fos. Et même parmi ceux qui étaient présents les quelques 2 à 300 qui applaudissaient, dont beaucoup de permanents venus de toute la région, n'arrivaient pas à masquer les hésitations et les réticences des autres travailleurs. Un travailleur présent a même noté qu'il y avait moins d'ouvriers à ce meeting qu'au rassemblement le matin pour le déclenchement de la grève sur le chantier d'UGINE. Eh oui M. Ségué les travailleurs ne vous reconnaissent pas comme le dirigeant de leurs luttes ! Et vous l'avouez vous-même en regrettant qu'il y ait si peu de syndiqués CGT à Fos.

Faisant échec aux tentatives réformistes de récupération par la CGT les travailleurs déclenchent le 20 Juin une grève sur tous les chantiers contre les conditions de travail et les licenciements.

— 800 au meeting réformiste
— 13 000 en grève

HALTE AUX LICENCIEMENTS !

NON AU CHOMAGE !

A BAS LES TRAITRES SEGUY-MAIRE !

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE FOS !



en albanie socialiste la dictature du prolétariat est 1000 fois plus démocratique que la démocratie bourgeoise

démocratie pour les masses...

...dictature pour les exploités

Les faux socialistes « autogestionnaires » (PSU, CFDT, PS), comme les suppôts de la « démocratie avancée » (PCF-CGT) colportent chacun à leur manière, la vieille haine bourgeoise du socialisme. Sur ce mode : « le socialisme oui, mais avec la démocratie ». Pas de dictature du prolétariat, c'est la mort de toute « démocratie ».

Démocratie pour qui ? Il n'y aura de liberté, de démocratie pour la classe ouvrière et tous les exploités que lorsque, dans le cours d'une crise révolutionnaire, ils seront parvenus à briser par la violence l'armée, la police et tout le système répressif de la bourgeoisie. La dictature du prolétariat, c'est d'abord ceci : la nécessité pour le prolétariat vainqueur de garder fermement en main le fusil pour riposter à l'ennemi de classe. C'est la condition première, indispensable, pour que la grande majorité, la masse des exploités soit enfin libre de s'exprimer et d'agir selon ses aspirations.

Et d'abord de se gouverner. Sous le pouvoir de la bourgeoisie à l'heure actuelle en France, la démocratie ne peut être principalement qu'une mascarade. Les masses opprimées n'ont d'autres possibilités que de « choisir » aux élections entre les différentes vedettes propulsées, financées et imposées par la bourgeoisie. Entre les Mitterrand, Marchais, Lecanuet et Peyrefitte. La démocratie actuelle, c'est une démocratie pour la bourgeoisie seulement : ses politiciens, eux seuls, ont toute liberté pour se faire connaître, s'installer en permanence sur l'écran de télévision, financer des journaux, se déplacer, trouver aisément des salles de réunions (en payant) acheter des commandos de colleurs d'affiches, des réseaux d'agents électoraux (et des électeurs). Tant que ces gens-là ne seront pas réduits en silence, tant que ne sera pas complètement liquidée la toute puissance de l'argent - et donc la main-mise d'une minorité de capitalistes sur l'ensemble des moyens de productions (usines, terres) il est impensable de parler d'élections libres - pour les masses.

En Albanie socialiste, tous les organes du pouvoir, les conseils populaires, depuis le quartier, le village, jusqu'à l'organisme suprême, l'Assemblée populaire, sont élus. Mais ces élus sont effectivement les élus du peuple. D'abord, les candidats ne sont pas parachutés, ils sont proposés aux électeurs soit par le Parti soit par les organisations de masse (syndicats, organisations de jeunes, des femmes, associations culturelles). C'est à dire qu'ils sont déjà connus, appréciés des masses qui les ont vu à l'œuvre, dans la vie collective. De plus les réunions préélectorales ne consistent pas du tout comme chez nous à écouter les boniments de démagogues et à voir lequel « parle le mieux ». Au contraire, de vastes et nombreux débats sont organisés pour discuter des candidatures pour les passer au crible de la critique et déterminer, au terme de larges discussions le candidat qui mérite le mieux la confiance du peuple. Dès lors les masses élisent, en connaissance de cause, leurs représentants, et ce n'est pas un hasard, si la plupart des élus se trouvent être de simples travailleurs, bien connus de leurs camarades de travail et qui ne quittent pas pour autant, une fois élus, leur poste à la production.

Et ces élus du peuple ne sont pas des marionnettes, comme nos députés. Les décisions de l'assemblée

populaire sont immédiatement applicables. Il ne s'agit pas de lois comme chez nous, que l'administration se charge d'enterrer ou d'interpréter à sa façon. De plus, les élus ont droit de regard et peuvent mener des enquêtes dans tous les domaines - y compris, justement, celui de l'administration.

la classe ouvrière maîtresse de la production

Les signataires du Programme Commun et bien d'autres à leur suite prêchent les uns l'autonomie de gestion, les autres l'autogestion des entreprises. Tous clament contre toute étatisation de l'économie qui se-

tier ou du village, discuteraient librement, à la fois des grandes options économiques du pays et de la production de leur entreprise pour les cinq années à venir !

Voilà comment sous la dictature du prolétariat, les travailleurs ont la possibilité de prendre effectivement en main, démocratiquement la gestion économique

le renforcement de l'état prolétarien

Les Mitterrand, Marchais et aussi : Marchais se servent de la sinistre caricature du « socialisme » à la Brejnev pour

ont pleinement le droit de s'absenter de leur poste pour aller enquêter directement sur les anomalies qui ont été remarquées par leurs électeurs : ils peuvent ainsi intervenir aussi bien dans la gestion d'un magasin que dans un établissement d'enseignement ou un service administratif. D'autre part, ils sont tenus de rendre compte régulièrement dans des réunions devant leurs électeurs de leur activité, des décisions qui ont été prises. Et ce n'est pas une formalité : ou cours de leur mandat, leurs électeurs ont en effet parfaitement le droit de les révoquer. D'un autre côté, une lutte de même pour réduire le volume du personnel de l'administration centrale, pour alléger ses tâches et ses prérogatives afin de confier le maximum d'initiatives aux échelons inférieurs, à la base là où les travailleurs peuvent intervenir directement, quotidiennement. Enfin, au fur et à mesure que s'élève

laire cependant ou étaient relevées les rémunérations basses et moyennes.

D'autre part, et c'est aussi très important, tout le Parti est appelé à se placer sous le contrôle des masses : les cellules tiennent périodiquement des réunions ouvertes à tous où elles expliquent leur activité et en rendent compte. Ils tiennent également des réunions élargies ouvertes aux sympathisants. Avant chaque nouvelle adhésion il est demandé aux masses et en particulier à ses camarades de travail si elles jugent le futur communiste digne d'entrer au Parti. L'avis des masses est aussi sollicité pour la promotion des cadres. Dans les faits, tout le Parti, chaque cellule, chaque communiste est amené à vivre et à agir sous le contrôle permanent et vigilant de la classe ouvrière et des masses. De simples travailleurs peuvent s'ils le jugent salubre pour le Parti demander l'exclusion ou une sanction contre tel ou tel de ses membres.

le contrôle direct de la classe ouvrière

Le moyen le plus neuf et peut-être le plus puissant qui est apparu pour renforcer et élargir le pouvoir de la classe ouvrière, c'est son contrôle direct par en bas. Ainsi sont multipliées en Albanie les « feuilles-foudre » : de simples travailleurs sur leurs lieux de travail, sur d'autres édifices affichent publiquement les critiques qu'ils ont à faire, avec l'aide active des cellules du Parti. Dans tous les domaines : pour dénoncer l'attitude d'un cadre qui a tendance à se comporter en contremaître, pour mettre en cause l'organisation du travail dans un atelier, le fonctionnement d'un magasin, les méthodes pédagogiques d'une école, la paperasserie de tel service administratif, etc... Si ces critiques rencontrent un écho, elles suscitent des réunions de travailleurs où les problèmes sont débattus avec les responsables mis en cause et où des solutions sont mises en place.

De façon plus organisée, les groupes de contrôle ouvrier peuvent se constituer pour enquêter directement sur des anomalies locales, jugées graves, dans n'importe quel secteur de l'Etat (économie, armée, police, enseignement, santé). A l'issue de ces enquêtes, les recommandations justes du groupe de contrôle ouvrier doivent être prises en compte et rapidement appliquées. Si elles ne le sont pas, il est en droit comme l'a souligné Enver Hoxha, de s'adresser au Parti pour demander la sanction ou le licenciement de tel cadre responsable qui aurait fait la sourde oreille.

ainsi le mouvement de Révolutionnarisation en Albanie, ainsi que la Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine, nous ouvrent des perspectives enthousiasmantes. Ils nous montrent comment au fur et à mesure que se développe l'économie socialiste, la conscience socialiste des masses et en premier lieu de la classe ouvrière peut se développer sous la direction du Parti. Cela veut dire que des milliers de travailleurs participent toujours plus activement, plus consciemment aux affaires de l'Etat. En ce sens la dictature effective du prolétariat se renforce, mais aussi et c'est indissolublement lié, la démocratie socialiste. C'est ce mouvement qui ouvre la voie qui prépare déjà à la société communiste : une société où l'Etat aura fini par disparaître parce que tous les membres de la société, après le plus formidable développement de la production et la liquidation de toutes les séquelles du capitalisme et de l'individualisme vivront et agiront en communistes, en membres pleinement conscients d'une « collectivité » de producteurs.



Les feuilles-foudres, un instrument du contrôle ouvrier

lon eux interdirait aux travailleurs toute démocratie économique.

attaquer la dictature du prolétariat du type de celle instaurée avec Lénine et Staline, est forcément vouée à la dégénérescence bureaucratique. Qu'il faut donc chercher un autre modèle de socialisme, un socialisme à la française » etc.

L'URSS de Lénine et de Staline a effectivement dégénéré en une sombre dictature de nouveaux bourgeois type Krouchtchev. Mais la Chine et l'Albanie socialistes montrent aux ouvriers du monde entier que cette dégénérescence n'est nullement inévitable. Elles montrent clairement que le développement ininterrompu de la démocratie socialiste passe au contraire par le renforcement de la dictature du prolétariat. Cela veut dire que la classe ouvrière exerce toujours davantage son pouvoir, non seulement à travers son Etat et son Parti, par en haut mais aussi par en bas, par le contrôle direct de la classe ouvrière sur les organes du pouvoir et sur le parti, dans tous les domaines.

En Albanie, la participation toujours plus active, plus consciente des masses à la gestion de l'Etat socialiste a été une préoccupation constante du Parti. Mais ces dernières années, sous la direction de Enver Hoxha ; elle a connu un nouveau bond en avant. Les élus du peuple à tous les niveaux du pouvoir populaire sont appelés à multiplier leurs enquêtes et leur contrôle dans tous les domaines. Ce sont en général de simples travailleurs. Mais ils

le niveau de conscience des travailleurs, de plus en plus de tâches au gouvernement sont en fait prises en main par des organisations de masse telles les syndicats ou des organisations de jeunesse.

le parti à la tête de la révolutionnarisation

Le Parti est à la tête de ce mouvement de révolutionnarisation : il s'y trempe et s'y renforce : non seulement parce qu'il se prolétarise, parce que des travailleurs de plus en plus nombreux se reconnaissent en lui et y adhèrent, mais aussi parce qu'il exerce toujours plus profondément son rôle d'avant-garde consciente de la Classe Ouvrière. Les communistes sont appelés à quitter en nombre les postes administratifs ou des travailleurs sans Parti peuvent les remplacer et y élever leur conscience socialiste. Ils rejoignent les fronts de lutte les plus durs, en général à la production, là où ils peuvent rester étroitement liés aux masses, où ils peuvent saisir le mieux les problèmes nouveaux que fait surgir l'édification du socialisme. De toute façon, les cadres sont désormais tenus de travailler un à plusieurs mois par an à la production. A plusieurs reprises, les salaires des cadres dirigeants ont été volontairement réduits par le pouvoir popu-



POUR UNE FORMATION BOLCHEVIQUE

Dès 1970, en rejetant l'opportunisme qui lésait la classe ouvrière, les marxistes-léninistes ont affirmé leur volonté d'implanter le Parti prolétarien dans les grandes usines. Ayant, au terme d'une lutte difficile, défini les grandes lignes de notre programme pour la Révolution, nous nous sommes ensuite, depuis l'automne 72, engagé dans son application à la situation actuelle de la lutte de classe. Les premières mobilisations de masse contre l'impérialisme, contre la circulaire Fontanet, l'organisation d'un nombre appréciable d'ouvriers dans les CIP et les CACF, les liens tissés à l'occasion des luttes ouvrières et dans la discussion de notre projet de plate forme revendicative montrent qu'un pas est franchi dans la liaison de l'Avant-Garde Communiste avec la Classe Ouvrière. Aussi, l'implantation d'organisations Communistes dans les entreprises devient aujourd'hui la tâche immédiate des marxistes-léninistes, tâche réalisable et urgente. Sur la base des liens tissés dans les quartiers et des usines où nous sommes déjà présents, tout notre travail doit aujourd'hui viser à cette implantation ou y contribuer.

C'est pour aider à ce travail que FR présente aujourd'hui dans cette rubrique brève ce texte extrait d'un extrait du « Manuel du Militant » d'Otto Bauer, publié en 1930 par l'Internationale Communiste.

Le plus difficile, lors du déplacement du travail du Parti vers les entreprises, c'est de franchir les premiers pas dans la création des cellules d'usine là où elles sont inexistantes (soit qu'aucun travail n'ait été fait auparavant dans cet ordre d'idées, soit en raison de la répression qui a épuré l'entreprise de tous les membres du Parti ou sympathisants).

Or, ce qui importe, c'est de rechercher par tous les moyens l'établissement d'un contact avec les ouvriers de l'entreprise.

Tout d'abord, on s'efforcera d'assurer cette liaison par l'intermédiaire des fractions des diverses

CREER DES CELLULES COMMUNISTES D'USINE

organisations de masse - JC, Syndicats, Secours rouge, organisations sportives, assemblées de délégués, etc...

Il conviendra, — toujours par l'intermédiaire de ces fractions — d'envisager la mise sur pied, pour les organisations de masse, de groupes d'usines. Ces derniers rendront beaucoup plus facile l'établissement des relations recherchées. Il ne faudra pas négliger, en vue d'assurer le contact avec les usines, des moyens tels que la convocation des électeurs ayant voté en faveur de la liste du comité d'usine rouge, des électeurs et des amis de la presse syndicale révolutionnaire et communiste (convoqués par la rédaction des organes de presse intéressés).

Enfin, on utilisera toutes les possibilités pour envoyer à l'entreprise des membres du Parti qui s'efforceront de s'y faire embaucher comme ouvriers.

Cette dernière méthode a une importance considérable pour la création de cellules dans les plantations agricoles (betteraves à sucre, café, etc...), qui sont habituellement éloignées des centres industriels et desservies par les couches les plus attardées du prolétariat.

Il faut absolument faire participer à l'établissement des nouvelles relations les cellules de rues. Le comité de Parti peut confier telle tâche à accomplir aux cellules de rues de la localité, de même qu'aux membres du Parti, les unissant au besoin, en groupes chargés de lier connaissance avec les ouvriers de l'usine visée — au restaurant, à domicile, en organisant des rencontres à la sortie de l'usine ou en s'y rendant au travail, etc...

Une aide effective dans la création d'une nouvelle cellule peut être fournie par le journal d'usine. Pour faire paraître ce journal dans une entreprise où il n'existe pas encore de cellule d'usine, le plus utile se de former un groupe de camarades actifs bien choisis. Ce groupe procédera à une étude approfondie de la situation à l'usine et cherchera à connaître les questions qui touchent de près les ouvriers.

C'est avec ce matériel minutieusement recueilli, vérifié et mis au point que l'on confectionnera le premier numéro du journal d'usine. On aura soin de diffuser ce dernier de façon à ce que le plus grand nombre d'ouvriers en prennent connaissance.

Dans ce premier numéro il importera de montrer par des indications pratiques et éminemment concrètes, comment les ouvriers sympathisants avec le mouvement communiste peuvent, sans attendre la venue du représentant officiel du comité du Parti, créer d'eux-mêmes une cellule d'usine, comment celle-ci doit procéder au travail en s'inspirant des conditions concrètes de l'entreprise intéressée.

Dès que la liaison sera établie avec 3-5 ouvriers de l'entreprise, il importera de les grouper de suite en cellules d'usine. Cette dernière, si insignifiante que soit son effectif, doit immédiatement procéder au travail le plus énergique pour assurer des relations nouvelles, recruter de nouveaux membres au PC, nouer contact avec les ateliers et services où les membres du Parti sont encore inexistantes.

Le comité de Parti doit veiller à la bonne marche de ce travail et aider constamment les camarades, en redressant leurs erreurs séance tenante et en leur attachant, au besoin, d'autres camarades pour faciliter leur tâche.

Naturellement, en prenant les mesures utiles pour amorcer de nouvelles relations avec les entreprises, on utilisera toutes possibilités. Mais ce qui importe, c'est de nouer contact, au premier chef, avec les ateliers les plus importants de l'entreprise. Il existe dans chaque entreprise des ateliers principaux et secondaires. Les ateliers principaux régissent les ateliers secondaires : l'arrêt du travail dans les premiers entraîne nécessairement l'arrêt du travail dans les autres ateliers. Aussi importera-t-il éminemment d'assurer la liaison et d'organiser des cellules d'atelier, en toute première ligne, dans les ateliers fondamentaux.

chili : nouvelle offensive de la droite pro-us

Une nouvelle fois la droite chilienne lance l'offensive contre le gouvernement d'Union Populaire (U.P.) du Dr. Allende. Manifestations dans les beaux quartiers, bagarres à l'université, coups de feu contre les manifestations populaires, des morts, des blessés... Tous ceux qui, depuis des années vivent sur le dos du peuple Chilien, participent à la bataille, depuis les riches propriétaires des immenses domaines agricoles, les actionnaires, les cadres et les ingénieurs des sociétés étrangères, jusqu'aux commerçants bénéficiaires du marché noir. Et derrière tous ces réactionnaires, l'impérialisme US tire les ficelles. En effet, la dernière campagne électorale de la « démocratie chrétienne » d'Eduardo Frei, le principal parti de droite, a été financée grâce à une subvention US de 20 millions de dollars ; quant au journal « El Mercurio » qui mène

élections de 70. Déjà, en octobre 72, des syndicats à la solde de l'impérialisme avaient lancé une grève générale des transporteurs et des commerçants pour bloquer le ravitaillement du pays. Déjà en mars dernier la CIA avait activement soutenu la campagne électorale des partis réactionnaires. Toutes ces manœuvres se sont brisées devant la détermination du peuple chilien.

Aujourd'hui l'offensive est plus diversifiée. Tout d'abord la droite pro US met à profit le mécontentement causé par la grave crise économique, pour entretenir une agitation permanente. C'est ainsi qu'on a vu les dames des beaux quartiers manifester contre les difficultés de ravitaillement, alors qu'elles ne manquent de rien grâce au marché noir systématiquement organisé par les partis de droite. Ensuite, la droite pro US a décidé de frapper de



Les masses chiliennes repousseront l'offensive impérialiste

l'offensive actuelle, il est dirigé depuis les USA où il s'est réfugié, par son patron Augustin Edwards.

Allende a été porté à la tête de l'Etat, par un vaste mouvement populaire contre l'impérialisme US qui pille le Chili. Les mesures prises par l'Union populaire si elles ont limité la domination impérialiste sur le Chili, n'ont cependant pas répondu à la volonté du peuple chilien de le chasser totalement. En effet, les indemnités accordées aux trusts étrangers nationalisés, la décision de Allende de rembourser la dette extérieure chilienne à différents pays impérialistes, tout cela perpétue, sous une autre forme moins criante, le pillage impérialiste du Chili. Car en fin de compte, c'est le peuple chilien qui en fait les frais. Ses conditions de travail se sont détériorées car l'UP lui demande de produire toujours plus pour payer les dettes extérieures : « mettre l'accent sur la production... remettre à plus tard les revendications de salaires » tel est le mot d'ordre, sur un air connu, du P.C. chilien. Toujours pour rembourser la dette, l'U.P. a émis des quantités énormes de monnaie (4 fois plus qu'en 70) avec des conséquences dramatiques pour le peuple : une inflation galopante, (300 % prévu pour 73), des hausses des prix... Le pouvoir d'achat diminue chaque mois de 20 %. C'est encore le peuple chilien qui fait les frais de cette crise.

Cependant, la moindre atteinte à sa domination sans partage, est insupportable pour l'impérialisme. C'est pourquoi il multiplie les attaques contre l'U.P., depuis sa victoire aux

l'intérieur, la principale source de revenu du Chili, le cuivre (80 % des exportations). C'est ainsi que la grande mine d'El Terrero est paralysée depuis 2 mois par une grève de cadres contremaîtres, mais aussi par certains ouvriers (qui sont parmi les mieux payés du pays). On a vu récemment les grévistes marcher sur Santiago, en compagnie des dirigeants des partis de droite, et toute la bourgeoisie réactionnaire organiser des collectes pour les grévistes. Enfin dernier recours de l'impérialisme, le fascisme est en route : les partis de droite ont mis en place des bandes armées dite « de protection » (proteco), des manifestants, des ouvriers, sont assassinés. C'est le premier pas vers le recours ouvert aux armes contre le peuple.

Contre l'offensive impérialiste, le peuple chilien se dresse : un million de manifestants ont défilé le 21 Juin à Santiago obligeant Allende à prendre des mesures : l'arrestation des dirigeants du Parti Nationaliste fasciste, et la suspension du Journal El Mercurio. Mais encore une fois, l'UP ne répond pas aux vœux du peuple chilien. Face à la crise économique, elle ne propose que de produire encore plus et... de serrer la ceinture. Face à cette montée du fascisme, elle n'envisage que de recourir à l'armée chilienne, mais cette armée est équipée et entraînée par l'armée US ! L'UP craint par dessus tout de donner au peuple des armes avec lesquelles il pourrait mener une lutte conséquente contre l'impérialisme et ses valets. Le peuple chilien saura les prendre.

sous presse:
OCTOBRE
n°2
le trotskisme
contre la
révolution
prolétarienne

passer vos commandes
à C. REY * 240 av.
Th. Braun * 69400
Villefranche
l'exemplaire 5 F

**mise au point
des militants
du "travailleur
d'orléans"**

« Contrairement à une information parue dans l'HR, selon laquelle les groupes ML de l'Ouest se rallieraient à l'HR, le Travailleur, journal communiste marxiste-léniniste des travailleurs de la région orléanaise tient à affirmer qu'il n'a pas rejoint et ne rejoindra pas l'HR. Il tient à souligner le caractère mensonger de telles informations qui tendent à faire « basculer » certains éléments locaux isolés, non au courant de la situation politique des groupes ML de l'Ouest.

Pour sa part, le Travailleur d'Orléans ne pourra se rallier qu'à l'organisation ML authentique qui a su mener la lutte contre l'opportunisme, et dont la pratique prouve la juste ligne politique ».

en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord. 1 F.
- l'intérim : organisation et exploitation du chômage 2 F.

ajouter 0,50 f, par brochure pour le port

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à:

FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	60 F

abonnement: 3 mois: 5 f

nixon-brejnev

LA CHARTE DES 2 GENDARMES DU MONDE



A l'issue de la rencontre de Washington, Nixon et Brejnev ont signé un accord qui, pour la première fois, sanctionne officiellement le rôle de gendarme du monde que se sont attribués les deux super-puissances impérialistes.

A croire leurs propagandistes attirés, il s'agirait de protéger le monde de tout danger nucléaire. Lisons de plus près ce que cache ce soudain souci humanitaire chez des gens qui nous ont habitués à autre chose : Nixon, assassin des peuples d'Indochine et Brejnev, responsable de l'invasion en Tchécoslovaquie en 1968.

« Les parties, dit l'article 1 de l'accord, conviennent d'agir de manière à prévenir le développement de situations risquant de provoquer une dangereuse tension dans leurs relations, à éviter des affrontements militaires et à empêcher l'éclatement d'une guerre nucléaire entre elles et entre l'une ou l'autre des parties et d'autres pays. » L'article 4 étend même des dispositions semblables aux « relations entre des pays qui ne sont pas parties à cet accord ».

En clair, les deux super puissances s'accordent ainsi le droit d'intervenir dans n'importe quel coin du monde, sous n'importe quel prétexte pourvu qu'eux mêmes estiment la paix mondiale en danger. Et quand deux super-puissances impérialistes interviennent, et de concert par dessus le marché, il est bien évident que ce n'est pas dans l'intérêt des peuples du monde, mais bien plutôt pour maintenir et renforcer leur politique de partage du monde, faire obstacle à la lutte de libération des peuples.

Appliquons l'accord à la Palestine : la lutte du peuple palestinien menace le statu quo de domination impérialiste dans la région. Aux termes de l'accord, URSS et USA « estiment » que cette lutte risque d'entraîner un conflit entre leurs alliés respectifs au Moyen-Orient, voir entre eux-deux... et ils « agissent » pour saboter la lutte du peuple palestinien.

Supposons maintenant que l'URSS monte une provocation grave contre la Chine Populaire. L'accord s'applique, risque de conflit nucléaire, et il prévoit que l'URSS et les USA « se concertent d'urgence et déploient tous leurs efforts pour prévenir ce risque ». Bref ce n'est plus l'URSS seule mais l'URSS et les USA agissant de concert que devra affronter le peuple chinois.

« Chaque partie dit l'article 2, s'abstiendra de la menace ou de l'usage de force contre l'autre partie, contre les alliés de l'autre partie et entre d'autres pays, dans des circonstances qui pourraient mettre en danger la paix et la sécurité internationale ». Voilà reconnu en termes diplomatiques la souveraineté de chaque super puissance sur sa partie du monde, « ses alliés » : tant que leurs contradictions ne seront pas devenues plus aiguës, l'autre partie s'abstiendra d'empiéter par la force sur ce domaine. A l'intérieur de son domaine, chacun est libre de faire ce qu'il veut : cela, bien évidemment « ne met pas en danger la paix et la sécurité internationale », comme par exemple, aujourd'hui, les bombardements US sur le Cambodge !

une raffinerie soviéto-us dans les caraïbes

« Des contrats, encore plus de contrats, et encore plus de contrats. », a réclamé Paolitchev, ministre soviétique, aux capitalistes américains. L'un de ces contrats, qui viennent d'être signés, montre comment les peuples des petits pays font les frais de l'entente des 2 grands. Il s'agit de la construction d'une raffinerie de pétrole soviéto-américaine dans les Caraïbes. Les soviétiques vont participer avec les américains au pillage du pétrole dans les Caraïbes, alors que l'impérialisme US maintient le blocus économique de Cuba, à quelques pas de là, et que les socio-impérialistes soviétiques interdisent au peuple cubain de développer l'extraction, comme le raffinage du pétrole, dont il possède d'importants gisements (seules trois vieilles raffineries datant de la domination US ont été tant bien que mal remises en route). Le social-impérialisme soviétique préfère tenir Cuba sous sa domination en faisant entièrement dépendre Cuba des livraisons de pétrole soviétique.



En ce mois de juin, les C.I.P. poursuivent sans relâche leur action pour le soutien à la Résistance Palestinienne :

à oyonnax

A Oyonnax : le C.I.P. a vendu pour 600 F de bons de soutien au Croissant Rouge Palestinien. La collecte de médicaments s'organise à l'exemple de Villefranche-s-Saône, une tournée dans les pharmacies de la ville est prévue.

à grenoble

A Grenoble, vendredi 22 juin : malgré l'intimidation des flics (2 cars près de la salle), 80 personnes dont de nombreux ouvriers français, (au moins 1/4 de l'assistance) et immigrés assistaient à ce premier meeting des CIP, tenu avec le camarade, délégué à Beyrouth. A noter la présence d'ouvrières de la SESCOSEM, qui sont venues après la sortie de leur travail, à 10 heures du soir et d'ouvriers de CATERPILLAR qui viennent de faire 7 semaines de grève. Les travailleurs sont restés jusqu'à la fin des réponses aux nombreuses questions sur la lutte de la Résistance et de ce que doit être notre soutien aujourd'hui.

Des messages de soutien des camarades Iraniens, Antillais et Guyanais, Turcs, ont été lus, le Front Uni Patriotique de Turquie (FUPT) a rappelé la mort dans le combat aux cotés des fedayin, pour repousser l'attaque sioniste contre le camp de Nahr-el-Bared (Liban) en février, de 11 REVOLUTIONNAIRES TURCS VENUS S'INSPIRER DE LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN.

La collecte à la fin de la réunion, pour le Croissant Rouge et les frais du meeting a rapporté 167 F.

à besançon

A Besançon : Samedi 23 juin : 1er meeting du CIP. 60 personnes dont près de la moitié de travailleurs arabes. Parmi les messages de soutien, celui des ouvriers immigrés de la plus grosse entreprise des meubles française : PARIZOT à St Loup s/Semeuse où le CIP organise le 30 juin une fête au profit du Croissant Rouge ; le message indiquait : « nous assurons de notre soutien l'action des

COMITES INDOCHINE PALESTINE

CIP. Une récente collecte chez nous a rapporté 223 F pour la résistance Palestinienne. »

Au cours du meeting, des travailleurs se sont levés et spontanément ont appelé leurs camarades à renforcer le soutien. La discussion qui a suivie a été perturbée par les trotskistes de « Révolution ! » venus critiquer la lutte héroïque du peuple palestinien. Les camarades du CIP sont déterminés à renforcer leur vigilance pour l'avenir en clouant le bec à ces imposteurs, et à renforcer les liens avec les travailleurs immigrés présents au meeting.

halte au sabotage des accords de paris

Les impérialistes US et leurs fantoches ont été contraints de signer le communiqué commun. Pour autant, ils ne renoncent pas à leurs complots et veulent maintenir la répression et la terreur sur la population du Sud. Thieu déclarait le 18 juin 1973 : « les communistes n'abandonneront jamais leurs complots d'invasion, c'est pourquoi le Sud doit maintenir sa force militaire ». Un commentateur officiel a précisé : « Notre doigt ne quitte jamais la détente ».

En clair l'impérialisme US va continuer d'armer Thieu et celui-ci va tout faire pour empêcher la mise en place du conseil de concorde et de réconciliation nationale. Pour suivre la politique de « vietnamisation » malgré ses échecs répétés telle est la politique de l'impérialisme US.

Le peuple vietnamien au Sud, organisé par le FNL et par le GRP mettra en échec les nouveaux complots.

A BAS LA CLIQUE US THIEU ! APPLICATION IMMEDIATE DU COMMUNIQUE COMMUN ! LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES !

liberté pour les militants du f.r.a.p. emprisonnés

meeting...

Très militant, très enthousiaste, il a été un premier pas vers une plus large mobilisation qui devra se manifester en France au moment des procès des antifascistes espagnols arrêtés le 1er mai en Espagne.

Les diverses interventions insistent sur la répression barbare et les tortures perpétrées par les sbires à la solde de Franco et des impérialistes U.S.

Mais surtout, on applaudit très chaleureusement le développement sans précédent des luttes populaires en Espagne depuis le Printemps : la mobilisation générale en avril après l'assassinat d'un ouvrier par la police fasciste ; les manifestations du 1er Mai dans toute l'Espagne à l'appel et sous la direction du FRAP qui ont pu, malgré le dispositif policier énorme rassembler des dizaines de milliers de personnes dans toutes les grandes villes. Et aujourd'hui, à partir de la grève de Motor Iberica (contrôlé par Massey Ferguson) à Pampelune, la grève se développe dans toute une province, la Navarre... Les ouvriers sont sortis dans la rue, affrontant vaillamment la police et érigeant des barricades dans plusieurs quartiers populaires comme celui de la Rochapea.

... A Pampelune, les forces répressives ont chargé sauvagement sur les manifestants en blessant un bon nombre d'entre eux et en procédant à de nombreuses arrestations... un ouvrier aurait été tué par la police...

On applaudit aussi le caractère nouveau des luttes actuelles : « ces innombrables luttes... confirment et

donnent confiance au mouvement révolutionnaire des masses qui est entré dans une nouvelle phase dirigé par les comités pro FRAP et qui aboutira inévitablement au renversement de la dictature fasciste et à l'expulsion des impérialistes yankees de notre territoire au moyen de la lutte armée et de la guerre populaire. Ceci est confirmé par le caractère violent qu'ont pris les plus importantes luttes dans les différents points d'Espagne... (intervention du FRAP)

Chaque fois qu'il était nommé, le FRAP était accueilli par une véritable ovation, aux cris de « FRAP, FRAP, FRAP, GUERRA POPULAR ! ».

Le PCE (ml) fut très longuement applaudi, lorsque le camarade de Front Rouge le salua, en disant que « depuis près de 9 ans, un nouveau Parti Communiste, le PCE(ml) qui se construit en combattant la ligne du parti révisionniste, mobilise largement les masses, comme le 1er Mai l'a montré... ».

On applaudit vigoureusement la solidarité historique des peuples français et espagnols dont les chefs révolutionnaires complotent ensemble, et le soutien que les peuples de Turquie, du Maroc, de Tunisie, du Portugal (représentés ce soir par certaines de leurs organisations) apportent au peuple espagnol en luttant contre le même ennemi, l'impérialisme US.

Ce meeting a renforcé notre détermination ; un vieil ouvrier espagnol nous disait : « à 15 ans, j'ai lutté contre le fascisme dans les brigades antifascistes ; en 39, je suis venu travailler en France, et là j'ai perdu une jambe. Aujourd'hui, je retrouve mes quinze ans. Jusqu'à ma mort je lutterai contre le fascisme ; avec la classe ouvrière

française, avec les marxistes-léninistes ».

Le CERAP (Comité Espagne Républicaine Antifasciste et Populaire) nous appelle à participer à la campagne contre la répression et à créer des comités de soutien et de solidarité aux luttes des peuples espagnols. Ecrire à l'adresse suivante : CERAP 45, RUE DUNOIS, Paris 13 permanence le samedi de 15 à 20 heures.

...manifestation

Dimanche après-midi a eu lieu manifestation contre la répression en Espagne. Elle regroupait 300 personnes autour du drapeau républicain espagnol, et du drapeau rouge. Tout le long du parcours les manifestants reprenaient les mots d'ordre lancés : « Franco assassin Pampelune complice ».

Contre le franquisme une seule solution la guerre populaire, FRAP, FRAP, FRAP, Guerra Popular, Portugal Espagne, contre le fascisme un même combat. Soutenons la lutte des ouvriers de Pampelune, soutenons la lutte des peuples d'Espagne, Liberté pour les emprisonnés, Soutenons la lutte des antifascistes espagnols, A bas la circulaire Fontanet.

Devant cette mobilisation, contre la répression en Espagne, l'Etat a mobilisé une très importante force de répression quadrillant le quartier : trois grands cars, 5 ou 8 petits cars, et un car bulldozer suivaient la manifestation.

Ce puissant déploiement de police prouve à nouveau la collusion entre Franco et Pampelune. Les manifestants se sont dispersés à Jourdain, les flics prêts au combat, les empêchant d'atteindre la place des fêtes (point de dispersion prévu)

GUERRE DU PEUPLE AU DHOFAR

Le Moyen-Orient est, après l'Asie du Sud-Est, la 2e région du monde où l'impérialisme subit des coups très durs. Au Dhofar, dans le sud de l'Arabie, la lutte de libération nationale connaît, sous la direction du Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabique (FPLGOA) des succès de plus en plus retentissants. Et ceci, malgré répression féroce du régime fantoche de l'émir Qabous et des troupes britanniques : récemment encore 10 militants du FPLGOA ont été exécutés à Mascate et 67 de leurs camarades condamnés à de lourdes peines de prison.

L'article ci-dessous a été réalisé à partir d'une conférence de presse tenue le 15 Juin à Paris par un représentant du FPLGOA.

le golfe arabe, région vitale pour l'impérialisme

Pour mesurer l'enjeu de la lutte qui se déroule au Dhofar, il suffit de comprendre l'importance qu'a, pour l'impérialisme international, le pétrole du Golfe arabe : 60 % des réserves mondiales, 25 % de la consommation mondiale et le tiers de celle des pays capitalistes. Ces derniers ont d'ailleurs des intérêts économiques directs dans la région : la Grande-Bretagne et l'Europe Occidentale contrôlent plus de la moitié de la production du Golfe. Les sociétés américaines contrôlent celle de l'Arabie Saoudite et de l'Irak et celle du Bahreïn à 100 %. Ce pétrole est rentable pour l'impérialisme : pour la période 1956-1970 les bénéfices qu'il a empochés ont été de 100 % en Arabie Saoudite, de 129 % au Qatar alors qu'au Venezuela et aux USA ils n'étaient que de 12 et de 10 % respectivement. Vu l'importance du pétrole, préserver ses intérêts est

une question vitale pour l'impérialisme aujourd'hui. Aussi le développement de la lutte armée au Sud Yémen et au Dhofar constitue-t-il une menace directe et inadmissible pour lui. Il va donc tout mettre en œuvre pour écraser ces luttes et empêcher leur extension à l'ensemble des pays du Golfe.

stratégie et manœuvres de l'impérialisme

Le développement de la lutte armée au Yémen et au Dhofar, l'apparition en 1970 d'un nouveau front de lutte au Djebel Akdar en Oman, intérieur, constituaient autant de signes inquiétants pour l'impérialisme Britannique, alors maître de la région. La crainte de voir s'étendre ces mouvements l'ont fait mettre à exécution un projet déjà ancien : abandonner sa politique de protectorat. Cet abandon devait se manifester d'une manière officielle seulement ; par l'évacuation militaire de la région. Contraints à cette reculade, les Britanniques de concert avec les USA allaient mettre

au point une nouvelle stratégie, pour la défense des intérêts impérialistes dans cette partie du monde, fondée sur deux axes essentiels :
— mettre en place des régimes fantoches locaux : les Emirats
— renforcer et s'appuyer sur les deux gendarmes de la région : l'Irak et l'Arabie Saoudite.

Cette stratégie était déjà explicitement définie en 1963 par Rostov, le conseiller de L.B. Johnson qui déclarait : « Les états du Golfe et du Proche Orient devraient constituer un pacte qui remplirait le vide causé par le départ des Britanniques. Quant au Golfe, il y a là des pays fort actifs qui manifestent le désir de supporter la responsabilité de la sécurité régionale, et qui, seront le noyau autour duquel se créeront des organisations de sécurité régionale ». Voilà qui est clair. Les années 70-71 ont vu se concrétiser cette nouvelle politique.

Après leur avoir octroyé l'indépendance, l'impérialisme britannique veut regrouper les émirats dans des confédérations étatiques artificielles ? Seule une meilleure défense de ses intérêts motive l'existence de telles confédérations. Fin 71 la Fédération du Golfe voit le jour. Mais, reflet des contradictions inter impérialistes, elle ne regroupe que 7 des 9 émirats. Bahreïn et Qatar, plus proches de l'impérialisme US et sous la pression conjuguée de l'Irak et de l'Arabie, ont préféré rester « indépendants ». Parallèlement à ces créations étatiques, l'impérialisme britannique entreprend de moderniser les structures gouvernementales des Emirats ; Des coups de balai organisés par les services britanniques balayent les cheiks jugés trop arriérés les remplacent par d'autres plus novateurs et dévoués.

Quant à l'Irak et l'Arabie Saoudite, ils sont les gardiens patentés des intérêts des grandes puissances dans la région. Le Chah ne s'en cache pas : « Nos responsabilités ne se limitent pas au cadre national et régional. Nous avons aussi un rôle international à jouer en tant que gardien et protecteur de 60 % des réserves mondiales de pétrole (...) ». C'est à l'Irak que revient le rôle principal dans la nouvelle stratégie impérialiste locale. Son potentiel militaire ne cesse de croître ; il a déjà dépensé 120 millions de dollars pour l'achat d'armes et 800 millions de dollars pour se procurer des « Phantoms ». En 1974, l'Irak sera la première puissance militaire de la région. La tâche particulière que lui a assigné l'impérialisme est l'occupation des eaux du Golfe. Pour cela, il a construit 13 bases maritimes et 6 bases aériennes le long des côtes. Ce rôle de gendarme profite à l'expansionnisme iranien qui a occupé les îles de la Grande et Petite Tumb et d'Abou Moussa (sans parler de l'occupation plus récente de Kouria et Mouria juste en face du Dhofar) : îles qui contrôlent le détroit d'Hormûz par où passe un pétrolier toutes les douze minutes.

L'Arabie Saoudite, deuxième forteresse de la réaction dans cette région n'est pas en reste. La défense de la Sécurité locale est d'autant plus importante pour elle qu'elle est voisine du Dhofar et du Yémen du Sud. Elle multiplie les ma-

noœuvres pour essayer d'enrayer la lutte dans ces régions : attaques incessantes contre la République Démocratique et Populaire du Yémen, établissement de radars pour suivre les mouvements de masse, etc...

L'impérialisme a confié pour tâche à l'Arabie Saoudite de défendre les côtes. Aussi l'Arabie Saoudite ne cesse de renforcer son potentiel militaire. La France participe largement à ce renforcement comme l'a montré le dernier voyage à Paris de Fayçal.

Hormis la réaction locale, l'impérialisme peut compter sur ses deux alliés les plus fidèles du Proche-Orient : Israël et la Jordanie dont l'aide aux régimes fantoches se manifeste par l'envoi de soldats, techniciens et officiers.

Face à cette stratégie globale aux moyens énormes, comment s'organise la riposte des forces révolutionnaires ?

la révolution en marche

Les trois grandes campagnes militaires lancées par les Britanniques et leurs valets locaux pour exterminer les maquis du Dhofar se sont soldées par trois échecs.

La première en date (octobre - novembre 71) visait à anéantir le principal foyer de la résistance situé dans la province orientale la plus peuplée. D'énormes moyens modernes sont mis en place. Des commandos des SAS (Special Aerial Service) britanniques participent aux opérations. Au bout de deux mois, l'ennemi se retirait avec de lourdes pertes sans avoir atteint son but. La seconde commença début 72 ; l'objectif des impérialistes était alors de couper les voies de ravitaillement dans les régions intérieures et entre le Dhofar et le Yémen. Après une avancée de courte durée les britanniques sont contraints de se replier sur leurs positions où ils sont soumis au harcèlement quotidien de l'Armée Populaire de Libération. Durant cette campagne, jamais les ravitaillements n'ont été interrompus.

Après ce nouvel échec, les impérialistes britanniques ont entrepris de bombarder la région occidentale et notamment à partir du camp de Thagbeit. Ce camp spécial installé en 1965 dans la région frontalière de l'Arabie Saoudite, était une perpétuelle menace pour la révolution. Violamment attaqué par l'APL (trois attaques par jour) les impérialistes ont dû abandonner le 8 Mai 1972, en y laissant des montagnes de munitions et d'armes.

Enfin la contre-offensive de 1972 a permis de libérer la ville de Mirbat (19 juillet). Ces succès montrent encore une fois que la guerre du peuple a raison des armées les plus puissantes et les plus modernes.

à bas l'impérialisme et ses valets !

vive la lutte du peuple dhofari !

Pour l'avenir, les forces révolutionnaires s'attendent, après la mousson, à de nouvelles offensives auxquelles participeraient plus massivement la réaction arabe et l'armée iranienne. Pour l'heure, le principal souci des impérialistes est d'empêcher les forces révolutionnaires de s'approcher des puits de pétrole.

Les tâches de l'Armée Populaire de Libération ne se limitent pas au seul domaine militaire. Elle mène en effet une intense et indispensable travail d'explication politique parmi les masses, qui lui permet de renforcer ses liens avec elles et d'élever leur conscience politique. Ce travail a déjà permis de vaincre la mentalité tribaliste qui régnait jusqu'alors : aux yeux des révolutionnaires du Front, c'est là une importante victoire politique. Il permet aussi d'établir dans les régions libérées, des Comités populaires, élus par la population et l'armée de libération.

L'armée populaire de libération participe aussi aux tâches de production et travaille à l'amélioration des conditions de vie du peuple. Avant le début de la révolution, le Dhofar était l'une des régions les plus arriérées du globe : mortalité infantile 80 % (le plus fort taux du monde), 95 % des hommes et 100 % des femmes étaient analphabètes ; très peu de routes, aucun hôpital, pas d'école... Tout était à faire. Les révolutionnaires s'attaquèrent en priorité à l'éducation et au domaine médical. Aujourd'hui, l'analphabétisme est en voie de disparition ; 75 % des membres de l'armée et des milices populaires savent lire et écrire ; des écoles ont été construites, et le 1er avril 1970 a été inaugurée la première école de la révolution. La mortalité infantile est réduite et on ne meurt plus de la dysenterie. Des hôpitaux fonctionnent et des équipes médicales formées sur place ou dans les pays socialistes sont en service.

L'APL apparaît comme le creuset où en luttant pour leur libération les masses dhofariennes font l'expérience de rapports d'un type nouveau, qui préfigurent la société qu'elles construiront demain.

La lutte de libération nationale au Dhofar est dirigée par le FPLGOA (front populaire de libération de l'Oman et du Golfe arabe). Ce front est né de la fusion en 1971 au congrès d'Ahlish du FNDLOGA (Oman) et du FPLGAO (Dhofar).

Le FPLGOA entretient des rapports avec les autres mouvements de libération de par le monde ; ainsi en septembre 1972 une délégation du FNL vietnamien a visité les régions libérées du Dhofar. Bien évidemment des rapports encore plus étroits le lient à la Résistance Palestinienne et à la République Démocratique et Populaire du Yémen, car sa lutte, comme le soulignait son représentant, participe à la révolution arabe et à la révolution mondiale.

les marxistes-léninistes iraniens dénoncent l'agression de l'Iran contre les peuples du golfe arabe

Chers compatriotes,

Mohammed Reza Chah a envoyé au sultanat pourri d'Oman des hélicoptères, des avions, des soldats et des officiers pour qu'ils participent, sous le commandement d'officiers anglais, à l'écrasement du mouvement de libération du Dhofar. Mohammed Reza Chah et ses maîtres impérialistes veulent éteindre le phare allumé par les peuples arabes sur le rivage du Golfe Persique et de l'Océan Indien. La consolidation de la Fédération des Emirats Arabes, l'armement et le renforcement de l'Arabie Saoudite et de l'Irak constituent une partie des plans néo-colonialistes des impérialistes qui visent à anéantir, avec l'aide de la réaction locale, les mouvements nationaux du Moyen Orient et de la région du Golfe. Cet événement signifie que l'alliance et la solidarité entre les gouvernements réactionnaires de la région, sous la supervision de l'impérialisme, entre dans une nouvelle phase.

Tout le monde sait que le régime esclavagiste d'Oman est un des régimes les plus arriérés et les plus décadents du monde et qu'il est gouverné directement par des officiers anglais. Aujourd'hui, le « Front de Libération du Golfe Arabique Occupé » et les régions du Dhofar constituent une source d'inspiration pour tous les peuples du Moyen Orient.

Le peuple iranien condamne vigoureusement l'initiative de Mohammed Reza Chah et considère comme un dégoût sans borne l'envoi de l'armée iranienne au Dhofar. Il soutient de toutes ses forces les peuples arabes frères. Aucun Iranien honorable ne lèvera la main sur les peuples arabes frères, sur le peuple courageux du Dhofar. Le soutien chaleureux au mouvement de libération du Dhofar et l'aide sous toutes ses formes constituent le devoir de toutes les organisations anti-colonialistes et de tous nos concitoyens.

Soldats, sous-officiers, Mohammed Reza Chah veut vous envoyer au Dhofar pour ravager les campagnes, détruire les habitations, massacrer les femmes et les enfants d'un peuple éprouvé qui s'est révolté pour se libérer de la domination impérialiste, de la pauvreté et l'obscurantisme moyen âgeux. Ne laissez pas souiller votre honneur et celui de la nation iranienne par de tels crimes ! Tendez une main fraternelle au peuple d'Oman et du Dhofar et rejoignez l'armée de libération du Dhofar ! Dirigez vos fusils contre les sultans Qabous et Mohammed Reza Chah, contre tous les parasites et agresseurs de l'impérialisme !

Salutations chaleureuses au « Front de Libération du Golfe Arabique Occupé », organisateur de la lutte courageuse du peuple du Dhofar !

Vive l'amitié et la solidarité entre les peuples arabes et iraniens dans la lutte contre la réaction et l'impérialisme !

COMITE CENTRAL DE L'ORGANISATION MARXISTE-LENINISTE IRANIENNE (TOUFAN), avril 73

